

*o. Blum*

## EMBASSY OF SWITZERLAND

Koweït, le 15 novembre 1975

GR/ac

an	915	px	WIN	W9	al
Date	20.11	24	25	25	
Visa					
EPD	19.11.75			17	
Ref.	S. a. 161.1				

DPF

Service économique et financier

\* (wiso nicht donec Koweït ?)

L'Etat du Koweït est manifestement conscient du fait qu'un pays n'a pas besoin d'être grand pour jouer un rôle sur le plan international. S'il est vrai que ce morceau de désert perdu au fond du Golf persique n'a pas la prétention de se mettre sur un pied d'égalité avec ses grands voisins, notamment l'Arabie séoudite et l'Iran, il est indéniable que depuis son accession à l'indépendance en 1961 le Koweït a su affirmer sa position dans le monde où il jouit aujourd'hui d'un prestige sans commune mesure avec sa taille physique ou sa puissance économique.

Un témoignage de son statut est le fait qu'un nombre toujours croissant de dignitaires, d'industriels et d'hommes d'affaires étrangers en quête de crédits ou de commandes visitent continuellement le Koweït. Ce défilé n'est pas pour déplaire aux Koweïtiens et il ne faut pas s'étonner si bon nombre d'entre eux sont persuadés que leur pays est devenu la plaque tournante politique, économique et financière de la planète.

Depuis le déclin de Beyrouth comme centre financier et commercial, les spéculations vont bon train quant à son remplacement, si celui-ci doit avoir lieu. A en juger par l'attitude de certains Koweïtiens et surtout de la presse écrite, il ne fait aucun doute que le Koweït réunit les conditions requises lui permettant de devenir la capitale financière par

./.

- 2 -

excellence du Moyen-Orient ! Certains journaux vont jusqu'à dénigrer et contester ouvertement les qualifications de villes comme Le Caire, Téhéran, Athènes, Amman ou Bahrain.

Qu'en est-il au juste ? Le Koweït a-t-il suffisamment d'atouts dans son jeu pour être pris au sérieux, ou s'agit-il tout simplement d'un accès de "folie des grandeurs" ?

Tout d'abord, force est de reconnaître que le Koweït jouit généralement d'une bonne réputation grâce à sa stabilité politique. Ses revenus pétroliers et sa prospérité - le pays produit quelque 160 millions de tonnes de pétrole par an - sont devenus légendaires. Selon une revue locale, le Koweït repose-rait sur un capital de 700 milliards de dollars, ce qui correspond, sauf erreur, à environ 20 fois le revenu annuel de la Suisse ! Voilà incontestablement un potentiel financier qui fait dresser l'oreille et laisse rêveur.

Il est vrai aussi que ce pays possède un système bancaire bien établi et développé, une bonne infrastructure avec un système de transmissions remarquable, un port important quoique démodé et constamment congestionné, un aéroport international modeste et un réseau de routes au long desquelles les carcasses de voitures ont maintenant remplacé les squelettes de chameaux des temps passés. Les avantages fiscaux et sociaux offerts par Koweït sont également un atout appréciable en faveur de cette capitale. Tous ces éléments méritent sans nul doute d'être pris en considération par les entreprises multinationales qui envisageraient de s'implanter ici.

L'Etat du Koweït n'est toutefois pas fait d'avantages seulement. Ainsi, l'établissement de succursales est soumis à des prescriptions très sévères régissant l'importation de travailleurs étrangers. En principe, 51 % du capital doit être en main de partenaires koweïtiens qui pour la plupart se contentent d'encaisser les profits.

./.

- 3 -

Le système bancaire du Koweït comprend une banque centrale, cinq banques commerciales et deux instituts financiers spécialisés. Une des particularités des banques commerciales réside dans le fait qu'une très large proportion des avoirs est déposée à l'étranger et dénommée en devises étrangères. Si, d'après les banquiers, Koweït joue un certain rôle sur les places financières même les plus importantes, il n'en reste pas moins que son rayonnement reste modeste et que sa structure bancaire actuelle, axée largement sur les services traditionnels, n'est pas suffisamment développée pour répondre aux exigences d'un marché financier international. L'Emirat ne connaît pas de restrictions sur les devises.

En tant que débouché, le Koweït représente certes un marché intéressant, mais trop souvent surestimé par les pays industrialisés. Sa population n'atteignant pas le million, il serait erroné de se bercer d'illusions sur le potentiel réel du pays. En dépit de ces limitations un nombre impressionnant d'hommes d'affaires, d'industriels, de petites et grandes délégations étrangères débarquent continuellement de tous les coins du globe pour se bousculer dans les antichambres des Ministres et des riches Koweïtiens dans l'espoir d'obtenir un morceau du gâteau ou d'emporter une grosse commande.

Le Koweït présente aujourd'hui l'image d'un pays en pleine prospérité économique, pour lequel les excès de la civilisation industrielle occidentale et les gaspillages n'ont plus de secret. Toutefois les travaux d'expansion et de modernisation du port et de l'aéroport, vitaux pour le développement économique du pays et le rôle qu'il entend s'attribuer dans le trafic international, n'ont pas encore été commencés. La situation sur le marché du logement est inquiétante à bien des égards, puisqu'il est actuellement quasi impossible de trouver à se loger au Koweït. En l'espace de deux ans le prix des terrains aurait, selon une source digne de foi, quintuplé et les loyers plus que triplé, ce qui provoque une certaine

./.

inquiétude dans les milieux officiels. Au centre de la ville, le mètre carré de "sable" s'arracherait actuellement à KD 2'200.-, soit environ SFr. 22'000.- ! Pour une maisonnette de six chambres pouvant servir de résidence, le loyer mensuel peut aisément atteindre SFr. 5'000.-. Encore faut-il avoir la bonne fortune et les relations nécessaires pour en trouver une. Les nouveaux Ambassadeurs passent un à deux ans à l'hôtel où ils paient entre SFr. 200.- et 300.- par jour uniquement pour une grande chambre, avant de pouvoir s'installer définitivement. Il y a cinq ans encore, le Koweït Hilton (alors seul établissement de taille et de classe internationale) était pratiquement vide en dépit des réductions offertes aux clients, qui allaient jusqu'à 20 % de ses prix. Les actions se négociaient à un tiers de leur valeur nominale. Aujourd'hui, le Hilton peut se permettre de choisir sa clientèle; ainsi, tout récemment encore, une vingtaine de clients ont été transférés sans ambages dans un établissement de deuxième ordre en périphérie de la ville pour faire place à une délégation gouvernementale étrangère en visite officielle au Koweït. Il est donc aussi important d'avoir une confirmation écrite d'un établissement hôtelier qu'un visa d'entrée pour se rendre au Koweït. Une amélioration de l'industrie hôtelière et du marché du logement est donc devenue vitale.

S'il est vrai qu'on peut encore trouver du personnel de bureau et des employés de maison importés notamment d'Egypte, de l'Inde, du Pakistan et des deux Yémen, les salaires exigés par ceux-ci sont exorbitants. La fièvre d'investissements causée par le "boom" pétrolier a provoqué un besoin de main-d'oeuvre tel que le pays fait face aujourd'hui à des obstacles presque insurmontables puisqu'il devient de plus en plus difficile de loger cette population étrangère dont l'accroissement a atteint des dimensions alarmantes (les étrangers représentent 55 % de la population totale du Koweït).

- 5 -

Si important que soit le potentiel financier, celui-ci seul ne saurait suffire à faire de l'Emirat un pays de cocagne. L'avenir du pays dépendra de la sagesse avec laquelle ses fabuleux revenus pétroliers seront gérés. En attendant et en dépit de ses réalisations, Koweït-City n'est guère plus qu'un grand village, sans animation spirituelle ou culturelle, qu'une ville somnolente dans ses traditions islamiques et harassée par la chaleur.

Le Chargé d'Affaires de Suisse a.i.:

(O. Gritti)

Copie pour information

- DPF, Direction administrative
- DPF, Direction politique
- DPF, Secrétariat politique
- DFEP, Division du commerce
- Ambassade, Amman
- Ambassade, Athènes
- Ambassade Beyrouth
- Ambassade, Le Caire